

**PORTANT DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

Le maire de la ville de Pau,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;
Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 22 octobre 1963 8^{ème} Partie – signalisation temporaire – modifiée ;
Vu l'arrêté municipal du 13 avril 2026 portant délégation de signature ;
Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;
Vu l'arrêté municipal n°AT-2026-1238 délivré le 28 juillet 2026 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules rue Emile Guichenné et rue Rivarès, en raison de travaux de réfection de la chaussée ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de compléter cet arrêté dans le cadre des travaux de réfection de la chaussée dans les carrefours rue Emile Guichenné / rue Samonzet et rue Emile Guichenné / rue Lespy

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – Du Lundi 24 Août 2026 au Vendredi 28 Août 2026, de façon permanente, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant rue Emile Guichenné, rue Samonzet, rue Rivarès et rue Lespy, suivant la signalisation mise en place sur les lieux sauf pour les entreprises chargées des travaux.

ARTICLE 2 – Durant la période définie à l'article 1^{er}, la circulation des véhicules est interdite :

- rue Émile Guichenné,

- rue Samonzet, l'accès aux riverains et aux livraisons sont maintenues. Ils sont autorisés à circuler à double sens sur la rue Samonzet, la priorité étant donnée aux véhicules venant de la rue Émile Guichenné,

- rue Rivarès, l'accès aux riverains et aux livraisons sont maintenues. Ils sont autorisés à circuler à double sens sur la rue Rivarès, la priorité étant donnée aux véhicules venant de la rue Émile Guichenné,

- rue Lespy, l'accès aux riverains et aux livraisons sont maintenues. Ils sont autorisés à circuler à double sens sur la rue Lespy, la priorité étant donnée aux véhicules venant de la rue Émile Guichenné,

suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 3 – Durant la période définie à l'article 1^{er} :

- pour les bus Idelis, une déviation sera mise en place par la rue Nogué, la place de la République, la place Marguerite Laborde, la rue Despourins et la rue Jean Monnet.

- pour les tous les autres véhicules :

- une déviation sera mise en place par la rue Nogué, la place de la République, la place Marguerite Laborde, la rue Castetnau, la rue Emile Garet et le cours Bosquet.

- une déviation sera mise en place par la rue Emile Garet et la rue Castetnau.

ARTICLE 4 – Les entreprises chargées des travaux devront prendre sous leur responsabilité et à leurs frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation) conformément à la réglementation en vigueur.

Elles mettront en place la signalisation réglementaire afin d'interdire le stationnement 48h00 avant l'occupation. Elles seront responsables de la conformité du positionnement de cette signalisation et devront être en mesure de pouvoir justifier cette installation sur simple demande des services municipaux en cas de litige avec un automobiliste verbalisé ou dont le véhicule a été mis en fourrière.

ARTICLE 5 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 6 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 7 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Fait à Pau, le 28 juillet 2026

Publié le 30/07/2026